



REPUBLIQUE DU BENIN
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE
DIRECTION DE L'ALIMENTATION ET DE LA NUTRITION APPLIQUEE



PLAN STRATEGIQUE OPERATIONNEL
DES ACTIONS D'ALIMENTATION ET DE
NUTRITION DANS LE SECTEUR
AGRICOLE

DRAFT REVU ET CORRIGE

Porto-Novo, le 13 août 2013

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| LISTE DES SIGLES | 3 |
| HISTORIQUE DE LA NUTRITION DANS LE SECTEUR AGRICOLE | 5 |
| INTRODUCTION | 7 |
| I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION | 9 |
| 1-1 Contexte général | 9 |
| 1-2 Diagnostic de la situation alimentaire et nutritionnelle au Bénin | 10 |
| 1-2-1 Situation alimentaire | 10 |
| 1-2-2 Situation nutritionnelle | 11 |
| II-METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PLAN D'ACTION | 13 |
| III- ETAT DES LIEUX DES ACTIONS RELATIVES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ET DE LA MALNUTRITION | 14 |
| IV- DEFINITION DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES | 16 |
| V-CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION | 19 |
| 5-1 Objectifs | 19 |
| 5.1.1. Objectif général | 19 |
| 5.1.2. Objectifs spécifiques | 19 |
| 5.2. Résultats attendus | 19 |
| 5.3. Le cadre logique | 20 |
| VI-PLAN PLURIANNUEL | 21 |
| 6-1 La planification pluriannuelle | 21 |
| 6-2 Les acteurs impliqués, leurs rôles et responsabilités | 30 |
| 6-2-1 Acteurs impliqués | 30 |
| 6-2-1-1 Acteurs du secteur public | 31 |
| 6-2-1-2 Acteurs du secteur privé et partenaires | 31 |
| 6-2-2 Rôles et responsabilités des acteurs impliqués | 31 |
| 6-2-2-1 Rôles et responsabilités des acteurs du secteur public | 31 |
| 6-2-2-2 Rôles et responsabilités des acteurs du secteur privé et des partenaires | 32 |
| VII- PLAN D'ACTION BUDGETISE | 33 |
| VIII- MECANISME DE GESTION ET DE SUIVI-EVALUATION | 46 |
| 8-1 Mécanisme de gestion et de suivi-évaluation | 46 |
| 8-2 Mécanisme de mobilisation des ressources | 47 |
| REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES | |
| ANNEXES | 50 |
| Annexe 1 : Liste des membres du comité d'élaboration du premier draft du PSO | |
| Annexe 2 :Liste des participants à la première validation interne | |
| Annexe 3 : Liste des membres du comité d'élaboration du deuxième draft du PSO | |
| Annexe 4 : Liste des participants au deuxième atelier de pré validation interne du plan Stratégique | |
| Annexe 5: Liste des participants à l'atelier de validation du plan Stratégique | |
| Annexe 6: Liste des membres du comité ad' hoc de finalisation du du PSO | |

LISTE DES SIGLES et ACRONYMES

| | |
|----------------|---|
| ABSSA | : Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments |
| AGVSAN | : Analyse Globale de la Vulnérabilité à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle |
| AIMAEP | : Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche |
| ANCB | : Association Nationale des Communes du Bénin |
| BM | : Banque Mondiale |
| CAN | : Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition |
| CANA | : Conseiller en Alimentation et Nutrition Appliquée |
| CARDER | : Centres Agricoles pour le Développement Rural |
| CBFA | : Commission Béninoise de Fortification des Aliments |
| CCC | : Communication pour un Changement de Comportement |
| CILSS | : Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel |
| CPS | : Centre de Promotion Sociale |
| CRS | : Catholic Relief Services |
| DAGRI | : Direction de l'Agriculture |
| DANA | : Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée |
| DICAF | : Direction du Conseil Agricole et la Formation opérationnelle |
| DGAER | : Direction Générale de l'Aménagement et de l'Equipement Rural |
| DPA | : Direction de la Production Animale |
| DPP | : Direction de la Programmation et de la Prospective |
| DSCRP | : Document de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la pauvreté |
| | |
| DLROPEA | : Direction de la Législation Rurale, de l'Appui aux Organisations Professionnelles et à l'Entrepreneuriat Agricole |
| DRFM | Direction des Ressources Financières et du Matériel |
| FAO | : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture |
| IEC | : Information Education Communication |
| INRAB | : Institut National de Recherche Agronomique du Bénin |
| JSDF | Fonds Japonais de Développement Social |
| MAEP | : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche |
| MNT | : Maladies Non Transmissibles |
| OMD | : Objectifs du Millénaire pour le Développement |
| OMS | : Organisation Mondiale pour la Santé |
| ONASA | : Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire |
| ONG | : Organisation Non Gouvernementale |
| OSD | : Orientations Stratégiques de Développement |
| PAM | : Programme Alimentaire Mondial |
| PANAR | : Programme national d'Alimentation et de Nutrition Axé sur les Résultats |

| | |
|--------|---|
| PMASN | : Projet Multisectoriel d’Alimentation, de Santé et de Nutrition |
| PNSA | : Programme National de Sécurité Alimentaire |
| PRSA | : Projet de Restructuration des Services Agricoles |
| PSRSA | : Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole |
| PSDAN | : Plan Stratégique de l’Alimentation et de la Nutrition |
| PSO | : Plan Stratégique Opérationnel |
| RESA | : Réseau National de Sécurité Alimentaire |
| SASAN | : Service Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle |
| SCDA | : Secteur Communal pour le Développement Agricole |
| SCRP | : Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté |
| SDANA | : Service Dahoméen d’Alimentation et de Nutrition Appliquée |
| SP/CAN | : Secrétariat Permanent du Conseil de l’Alimentation et de la Nutrition |
| SUN | : Scaling Up Nutrition |
| TDCI | : Troubles Dus à la Carence en Iode |
| TSANA | : Technicien Spécialisé en Alimentation et Nutrition Appliquée |
| UNICEF | : Fonds des Nations Unies pour l’Enfance |

HISTORIQUE DE LA NUTRITION DANS LE SECTEUR AGRICOLE.

Les questions de nutrition ont été abordées pour la première fois dans le contexte béninois au début des années 60, à travers la formulation et la mise en œuvre par le Ministère du Développement Rural, du projet "Jardins familiaux". Le fondement premier de la mise en œuvre de ce projet est d'amener les mères à faire des jardins et le petit élevage de case pour nourrir de façon équilibrée leurs enfants et leurs familles. De fait, le Ministère du Développement Rural est devenu la porte d'entrée et le porte flambeau de la nutrition au Bénin. Le discours était alors de renforcer les capacités des ménages notamment en milieu rural afin de leur donner les outils nécessaires à la prévention de la malnutrition à partir des ressources alimentaires localement disponibles. Des animatrices de développement rural furent formées à Porto-Novo, sous l'égide du Service Dahoméen d'Alimentation et de Nutrition Appliquée (SDANA). Ce Service a été créé en 1962 et est devenu en 1974, la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée (DANA). Deux (2) centres horticoles et nutritionnels ont été créés et mis en service, l'un à Ouando (Porto-Novo) pour la partie méridionale du pays et l'autre à Pabégou (Commune de Copargo) pour desservir la zone septentrionale du Bénin. Le projet a généré de nombreux petits jardins de case qui progressivement se sont mués en des espaces ou périmètres maraîchers avec l'évolution des villes. Les jardins de case se font beaucoup plus actuellement en zones rurales. Le slogan était alors « **Mieux nourrir les enfants avec les aliments locaux** ».

A travers ce slogan et les outils didactiques de counseling et de récupération nutritionnelle développés, l'accent était visiblement mis sur l'un des piliers fondamentaux du développement du capital humain. Le développement harmonieux de l'état nutritionnel du couple mère-enfant et du ménage en général était la substance de ce pilier. Le leadership de la DANA dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition était à l'époque, incontestable.

Le caractère multisectoriel et interdisciplinaire de la nutrition a fait que les gouvernants de la période 1974 – 1984 ont pensé que la DANA pouvait être au niveau du ministère en charge de la santé. Ainsi, sur la période, la DANA est passée deux fois du Ministère du Développement Rural au Ministère de la Santé avant d'être stabilisée depuis 1984 au ministère en charge de l'agriculture.

En 1984 la DANA est retournée au sein du Ministère du Développement Rural. Ce fut alors une nouvelle ère pour le développement des actions de nutrition avec le démarrage de la Coopération bénino-italienne. Il s'agit notamment durant la période 1984-1994, de la mise en œuvre de la nutrition communautaire et, de l'introduction de la nutrition dans les curricula de formation.

Le souci de la DANA et de la Coopération bénino-italienne était dès 1984, de mettre en place un système de surveillance alimentaire et nutritionnelle. Des enquêtes de consommation alimentaire et d'évaluation de la situation nutritionnelle des populations furent initiées. Ces enquêtes furent l'une des actions d'importance de la DANA après son retour définitif dans le giron du Ministère

du Développement Rural. Grâce à ces enquêtes dont les résultats ont été largement disséminés, la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages béninois a été mieux cernée, les zones à risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle ont été détectées et des stratégies pilotes de surveillance alimentaire et nutritionnelle avec des interventions correctrices impliquant les communautés à la base et des initiatives endogènes, ont été mises en place.

D'une manière générale, des dispositifs de surveillance alimentaire et nutritionnelle ont été mis en place dans la plupart des communes identifiées à risque d'insécurité nutritionnelle. Des activités d'éducation nutritionnelle des femmes en âge de procréer, de promotion de la croissance staturo-pondérale des enfants de 0 à 5 ans, de démonstrations culinaires, de visites à domiciles pour le suivi rapproché des enfants malnutris en cours de récupération nutritionnelle, de référence des malnutris graves vers des centres appropriés pour leur prise en charge et, la promotion de la production et de la consommation des aliments de hautes valeurs nutritionnelles y sont menées sous l'égide des autorités Politico-administratives et des leaders d'opinions.

C'est à partir de 1987 que le cercle des structures publiques engagées dans la surveillance alimentaire et nutritionnelle s'est élargi avec l'entrée en scène du Ministère en charge des affaires sociales.

INTRODUCTION

Il n'est pas exagéré d'affirmer que la pauvreté alimentaire est aujourd'hui endémique au Bénin. En effet, selon les résultats de la deuxième Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Ruraux, 33% au moins des ménages sont incapables de satisfaire les besoins minima alimentaires malgré la forte prédominance des coûts de l'alimentation (70%) dans leurs dépenses globales. La couverture des besoins journaliers en énergie de ces ménages n'atteint guère 2400 kilocalories.

Déjà, vers la fin des années 90, des études sur l'état de l'insécurité alimentaire estimaient que trente-trois (33) des soixante-dix-sept (77) communes que compte le pays sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle sans compter les poches d'insécurité nutritionnelle des zones ou communes déclarées non à risque.

La situation s'est depuis lors aggravée car 61 communes sont aujourd'hui victimes de l'insécurité nutritionnelle et la situation n'est nécessairement pas reluisante dans les 16 autres. Cette pauvreté alimentaire est plus rurale qu'urbaine avec une forte disparité au plan départemental, communal et local.

Bien que n'étant pas structurelle au Bénin, la question de la sécurité alimentaire est donc préoccupante du fait de l'existence de poches d'insécurité alimentaire grave au niveau de certains groupes à risques, notamment les petits exploitants agricoles du sud, les populations de pêcheurs, et les familles à faible revenu dans les zones urbaines.

Par ailleurs nos habitudes alimentaires ne sont pas toujours des plus indiquées. Les critiques fondamentales formulées à l'encontre de nos repas sont :

- la primauté de la quantité sur la qualité : le plat d'accompagnement, selon les couches sociales, n'a qu'une valeur accessoire.
- des erreurs culinaires non négligeables occasionnent d'importantes pertes de nutriments et des contaminations graves au cours des traitements traditionnels ;
- des erreurs d'appréciation des valeurs nutritives des aliments : certains aliments à l'instar des arachides, des haricots, des légumes feuilles, de l'huile de palme, de la papaye ou des fretins sont peu appréciés alors que d'autres par contre sont surestimés comme le sucre, le lait concentré sucré en boîte et les bouillons de cube ;
- une mauvaise répartition des rations au sein des ménages et des interdits alimentaires.

De grands défis sont donc à relever si l'on veut améliorer la sécurité alimentaire et prévenir les cas de malnutrition sous ses diverses formes. Il s'agit entre autres de :

- assurer une disponibilité et une accessibilité durable à une alimentation en quantité et en qualité suffisante pour toute la population, en particulier pour les personnes vulnérables,

- réduire la prévalence de la malnutrition et les troubles liés à la carence en micronutriments par les voies alimentaires surtout chez les enfants de 0 à 59 mois et chez les femmes en âge de procréer et les femmes enceintes.

Le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) validé en 2011 par le Conseil des Ministres met un accent particulier sur l'augmentation de la production vivrière afin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

La Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée (DANA), compte tenu des acquis capitalisés au fil des années, constitue un instrument précieux pour aider à surmonter ces défis. Mais pour épouser la philosophie du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole et rester conforme à ses objectifs, la DANA doit se réorganiser et avoir une vision claire de son rôle au côté des autres structures menant des activités de nutrition, en se basant sur les quatre déterminants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle telle que définie à la Conférence Internationale sur la Nutrition en 1992, à savoir :

- la disponibilité d'aliments de bonne qualité sanitaire et nutritionnelle,
- l'accessibilité de ces aliments pour les populations y compris les plus vulnérables,
- la stabilité des approvisionnements dans l'espace et dans le temps,
- l'utilisation optimale des aliments par les individus.

En effet, si des efforts pour améliorer la disponibilité en quantité sont réalisés à travers divers programmes du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), de nombreux défis restent à relever en ce qui concerne l'accessibilité par la valorisation des produits agro-alimentaires en aliments de bonne qualité sanitaire et nutritionnelle et leur utilisation optimale pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Il s'agira alors de donner de nouvelles orientations aux activités de la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée en tenant compte du cadre programmatique du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole, des implications de sa mise en œuvre, notamment la mise en place du Laboratoire Central et la création de l'Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA).

De ce point de vue, les activités des laboratoires de la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée seront orientées vers la recherche sur les aspects nutritionnels des aliments mais aussi aux essais microbiologiques et toxicologiques indispensables à l'accompagnement des transformateurs des produits agricoles et opérateurs agroalimentaires pour la valorisation des produits agro-alimentaires transformés. Ces actions devant entraîner à terme, la protection des consommateurs et une limitation des importations du fait que des produits de qualité se trouveraient disponibles au Bénin et n'auraient plus de raison d'être importés massivement.

De même, la mise en place d'une « Unité de Recherche Opérationnelle et de Formation en Technologie Alimentaire » pour le renforcement des capacités technologiques des

transformateurs et l'apprentissage à la valorisation des produits agro-alimentaires, toute chose qui favoriserait l'émergence des filières agricoles dans notre pays.

Ce sont les principales raisons qui motivent l'élaboration du présent document qui devra servir de cadre de référence au développement des activités de la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée pour les années à venir. Le document situe les objectifs, donne une idée détaillée du contexte et de la justification avant de présenter les axes stratégiques, les actions prioritaires qui les sous-tendent et les activités de sa mise en œuvre. Des estimations ont été faites en rapport avec les coûts détaillés des activités prévues.

I - CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1. Contexte général

En 2000, l'OMS avait estimé qu'une personne sur trois dans le monde souffrait de malnutrition. En 2009, la FAO chiffrait le nombre de personnes souffrant de la sous-nutrition sévère à plus d'un milliard: plus de 90 % de celles-ci vivent dans les pays en développement.

6 millions d'enfants meurent chaque année de causes liées à la malnutrition et plus de 60% de personnes souffrant de sous-nutrition chronique sont des femmes.

D'après la FAO, plus de 25 000 personnes meurent chaque jour de sous-alimentation, et environ 800 millions de personnes sont chroniquement en situation de sous-nutrition.

146 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale.

On estime entre 20 et 30 milliards USD, le coût annuel de la sous-nutrition pour le développement économique.

La crise financière mondiale actuelle a déjà entraîné, selon les estimations, plus de 100 millions de personnes supplémentaires dans la malnutrition.

Ces chiffres impressionnants sont, en partie, le résultat d'une augmentation lente mais constante du nombre de personnes souffrant de la malnutrition au cours de la dernière décennie; **mais également de la faiblesse des systèmes de surveillance nutritionnelle et d'alerte précoce**. La malnutrition peut affecter toutes les couches de la population, mais les enfants en paient le plus lourd tribut. Selon les estimations de l'OMS, plus du tiers des décès d'enfants sont causés par la sous-nutrition. La malnutrition des enfants peut causer des dommages dont les séquelles persistent pendant toute la vie en freinant le développement intellectuel et la productivité.

Au Bénin, la situation alimentaire et nutritionnelle est caractérisée par différentes formes de malnutrition. Ces déficits nutritionnels ont des conséquences néfastes énormes sur les secteurs

clés de développement à savoir : la santé, l'éducation et l'économie. Aussi, **affectent-ils parfois de façon irréversible le développement physique et mental des enfants, affaiblissent la santé des mères et réduisent de façon drastique la productivité des actifs agricoles.** La malnutrition est ainsi une cause importante et une conséquence de la pauvreté et aussi le principal facteur bloquant la croissance économique. De ce point de vue, **le devoir du pouvoir public est de protéger les citoyens contre la malnutrition et de ses séquelles désastreuses et la lutte contre la malnutrition reste un défi majeur que le pays doit relever durant les prochaines années.** Cette lutte s'insère dans le contexte global de la lutte contre la pauvreté. En effet, la malnutrition des individus et des enfants en particulier est la résultante des manifestations des problèmes multisectoriels qui se posent à tous les niveaux de la société (ménages, communauté, région, nation).

1. 2. Diagnostic de la situation alimentaire et nutritionnelle au Bénin

1.2.1. Situation alimentaire

L'examen de la situation alimentaire montre aujourd'hui que:

- les disponibilités alimentaires résultent des productions nationales mais également des importations. Ces importations concernent majoritairement le riz, la farine de blé et les produits d'origine animale (poisson, œufs et viande);
- les principales cultures pratiquées sont les céréales (maïs, sorgho, mil, riz...), les racines et tubercules (manioc, igname...), les légumineuses (haricots, soja...) et les oléagineux (arachides, noix de palme...);
- le Bénin est relativement autosuffisant en produits céréaliers de base (maïs, sorgho) et en racines/tubercules (manioc, igname) malgré l'existence des zones de pénurie;
- la production de ces aliments de base est encore largement tributaire des conditions climatiques en général et de la pluviométrie en particulier;
- l'augmentation de la production alimentaire à des taux légèrement supérieurs à celui de la croissance démographique. (4 à 5% d'augmentation annuelle contre 3,25% de croissance démographique);
- la production animale dont l'offre interne n'arrive pas à couvrir la demande et des importations de poissons, œufs, viande et lait sont encore nécessaires pour satisfaire les besoins.

L'Analyse Globale de la Vulnérabilité à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (AGVSAN) menée en 2008 par le PAM/UNICEF et le Gouvernement du Bénin, indique qu'au niveau national, 972 000 personnes sont en insécurité alimentaire, représentant 12,2% des ménages et 1048 000 personnes sont à risque d'insécurité alimentaire soit 13,2%.

La même enquête a apprécié les régimes alimentaires des ménages sur la base d'un score de qualité de la consommation alimentaire calculé et évalué par rapport à des seuils déterminés par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) Il ressort ainsi que :

- 1,8% des ménages béninois ont une consommation alimentaire pauvre : le régime est basé sur une faible fréquence de consommation de céréales, (plus d'une fois par jour) ; les céréales essentielles consommées sont le mil et le sorgho ; en dehors du lait qui est consommé une seule fois par semaine, les autres produits alimentaires tels que les sources de protéines, les légumes et les fruits sont absents du régime,
- 10,4% ont une consommation alimentaire limite, ces ménages ont une consommation plus ou moins fréquente de céréales (plus d'une fois par jour) principalement le mil, le sorgho et le riz. Ce régime est complété par la consommation des tubercules (une fois par semaine), de lait (3 fois par semaine), de viande (une fois par semaine), de légumineuses (deux fois par semaine),
- 13,2% ont une consommation alimentaire moyennement acceptable et
- 74,6 % ont une consommation alimentaire acceptable.

Ces deux régimes sont caractérisés par une consommation régulière de céréales (deux fois par jour), qui est complété par la consommation des tubercules (3 fois par semaine, le lait au moins 5 fois par semaine, les légumineuses 3 fois par semaine, la viande et les feuilles 3 fois par semaine.

Les habitudes alimentaires, bien qu'elles soient influencées à la fois par les conditions agro écologiques, les facteurs socioculturels, économiques et la disponibilité alimentaire, le repas de la plupart des béninois est souvent composé d'aliments de base (céréales, racines, tubercules) accompagné de sauce, dont la composition varie selon les moyens économiques. Cependant la quantité est plus importante que la qualité (certains modes de préparation entraînent une perte importante de nutriments et une contamination des aliments).

Les céréales restent les principales sources d'énergie dans l'alimentation des béninois ensuite viennent les féculents (igname, manioc, patate douce, taro). Ils sont consommés bouillis ou transformés. Les légumineuses vivrières à graines sont également consommées de même que les oléagineux (arachides, noix de palme et de karité). Les légumes les plus consommés sont les légumes feuilles à l'état frais, mais les modes de cuissons leur font perdre les éléments nutritifs. La consommation des fruits reste modeste. Quant à la consommation des produits d'origine animale et halieutique, ils sont très peu présents dans l'alimentation quotidienne des communautés béninoises, sauf dans les classes sociales aisées. Les produits d'élevage et de pêche sont souvent commercialisés pour assurer l'approvisionnement des ménages et autres aliments de base et pour résoudre des problèmes d'existence. Le poisson reste la principale source de protéine animale.

Ce régime alimentaire pauvre détermine la situation nutritionnelle des individus et reste une des conséquences de la malnutrition, notamment de la malnutrition chronique ou retard de croissance observé chez les enfants de 0 à 5 ans et le Déficit Energétique Chronique chez les femmes en âge de procréer.

1.2.2. Situation nutritionnelle

Les différentes enquêtes et les études de portée nationale soulignent que la situation nutritionnelle des populations béninoises et en particulier des enfants de moins de cinq ans est des plus précaires. La malnutrition chronique et aigüe, l'hypovitaminose A, les anémies nutritionnelles liées à la carence en fer et les Troubles Dus à la Carence en Iode (TDCI), constituent de réels problèmes de santé publique.

En effet, selon l'AGVSAN, 37% des enfants de 6 à 59 mois souffrent de retard de croissance et 12,2% de retard de croissance sévère. Dans tous les départements, plus de 30% des enfants de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique ce qui traduit une situation nutritionnelle grave selon les seuils établis par l'OMS. L'Alibori (43,1%), le Couffo (42,6%), le Plateau (41,4%) sont les quatre départements où les enfants sont les plus touchés par le retard de croissance. La prévalence y dépasse le seuil critique de 40%.

La prévalence de l'insuffisance pondérale globale est de 23,9% dont 4,2% de forme sévère avec des disparités au niveau régional. Le Plateau est le département le plus touché (33,5%) suivi de l'Atacora (32,7%), le Mono (26,9%), de l'Atlantique (25,9%) et de l'Ouémé (24,6%), ce qui traduit une situation médiocre selon les seuils établis par l'OMS dans tous les départements.

En ce qui concerne la dénutrition des femmes en âge de procréer (15 à 49 ans), les résultats de l'étude révèlent qu'au plan national 9% des femmes présentent un Déficit Énergétique Chronique avec des disparités au niveau régional. Les femmes du département du Mono sont les plus touchées (16,5%) suivies de celles de l'Atacora (13,6%) et du Plateau (12,6%). La prévalence de l'obésité est 7% chez les femmes au plan national. Les femmes du département du Littoral sont les plus touchées (18,1%), ce qui est caractéristique du phénomène de transition nutritionnelle observée dans les centres urbains.

Au total, on retrouve au Bénin toutes les formes de malnutrition (aigüe, chronique, et insuffisance pondérale) qui augmentent progressivement de l'âge de 6 mois pour atteindre son maximum à l'âge de 24 mois, ce qui confirme qu'il est primordial de prévenir la malnutrition dans les deux premières années de vie.

Malgré les efforts consentis jusqu'ici, les carences en micronutriments, en particulier le fer, l'iode et la vitamine A, représentent toujours un problème de santé publique pour les populations aux ressources limitées. Cet état de déficiences en micronutriments retentit négativement et de manière alarmante sur l'éducation, la santé, la survie et la productivité des groupes les plus vulnérables que sont les femmes et les enfants.

Le Gouvernement du Bénin s'est officiellement engagé à lutter contre les troubles dus à la carence en iode en 1994 à travers la mise en œuvre de la stratégie d'iodation universelle du sel. Cette stratégie a permis d'atteindre des résultats encourageants. A cet effet, après celle de 2001, il a été réalisé en 2011 une étude épidémiologique de la lutte contre les troubles dus à la carence en iode au Bénin sous la coordination de la DANA. Ce bilan épidémiologique a été complété par une analyse de la faisabilité de l'iodation du sel produit localement pour mieux comprendre la problématique de la production locale de sel et définir les modalités de son iodation.

Les recommandations de ces études, celles du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche à travers la DANA et de la Commission Béninoise de Fortification des Aliments (CBFA), confirment qu'il est nécessaire d'agir à plusieurs niveaux pour relancer et pérenniser les activités de lutte contre les TDCI au Bénin. En effet, il est nécessaire de renforcer la réglementation, les capacités des acteurs à tous les niveaux, le système de surveillance, l'iodation de la production locale et la communication.

S'agissant de la carence en fer, les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (2006) avaient révélé que plus de 78% des enfants de 6 à 59 mois et 61% des femmes de 15 à 49 ans souffraient de l'anémie dont 46% de forme sévère avec des conséquences néfastes sur la productivité.

L'enquête nationale sur la carence en vitamine A effectuée en 2000 chez les enfants de 12 à 71 mois, révélait que dans les départements du nord la prévalence avoisine 82% et dans les départements du sud elle était de 64%.

Par ailleurs, les maladies non transmissibles liées à des modes de vie et à des pratiques alimentaires mal adaptés sont en augmentation surtout dans les villes avec sa contribution à la prévalence croissante de l'obésité, de l'hypertension artérielle, des maladies cardiovasculaires, du diabète sucré, de l'ostéoporose et de certains cancers.

L'enquête sur le dépistage des facteurs de risque des Maladies Non Transmissibles (MNT) menée par le Programme National de Lutte contre les Maladies Non Transmissibles en 2008 a donné des résultats inquiétants (hypertension artérielle : 27,5%, obésité : 9,4%, surcharge pondérale : 20,5%, diabète : 3,0%, tabac : 16% etc.....)

Toutes ces formes de malnutrition trouvent leurs racines dans les mauvaises pratiques d'alimentation, la méconnaissance de régime alimentaire, la malabsorption des aliments, le faible accès aux produits agro-alimentaires de bonne qualité sanitaire, le manque d'eau potable, les soins inadéquats, la non prévention de la malnutrition et le manque d'éducation nutritionnelle des mères auxquelles s'ajoute la qualité hygiénique des aliments absorbés.

II - METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PLAN STRATEGIQUE

Le Plan Stratégique Opérationnel (PSO) de mise en œuvre des actions d'alimentation et de nutrition par la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée (DANA) a été élaboré selon un processus participatif itératif qui a impliqué la DPP, AIMAEP, le secrétariat Permanent du Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN) de même que le Président du CAN. Le document de base a été élaboré par un comité restreint composé de cinq cadres de la DANA. Une validation interne du document a été réalisée avec tous les agents de cette Direction Technique.

Plusieurs documents stratégiques ont servi de référence pour son élaboration. Il s'agit, entre autres :

- (i) du Plan d'action de mise en œuvre du PSRSA ;
- (ii) du Plan Stratégique de l'Alimentation et de la Nutrition (PSDAN) ;
- (iii) du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) ;
- (iv) du manuel de fonctionnement du CAN ;
- (v) du guide opérationnel de mise en œuvre du PSDAN,
- (vi) du Plan d'Action National de Lutte contre les Carences en Micronutriments,
- (vii) du Plan d'Actions National pour l'Alimentation et la Nutrition (PANAN),
- (viii) du document d'opérationnalisation des CARDER etc.

Par ailleurs, il est à noter que les principes des outils de planification stratégique et opérationnelle de la Banque Mondiale ont été utilisés, la finalisation de ce document ayant coïncidé avec l'élaboration du Projet Multisectoriel d'Alimentation, de Santé et de Nutrition (PMASN) en cours, par le CAN avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale.

Le processus d'élaboration du plan d'action a suivi les étapes suivantes : (i) l'élaboration du document de base par un comité restreint, (ii) les échanges avec les expert de AIMAEP en vue de le rendre conforme au cadre programmatique du PSRSA, ces échanges ont fait l'objet d'une analyse synthétique, notamment en ce qui concerne la cohérence de la logique d'intervention, la cohérence avec le cadre programmatique du PSRSA, l'appropriation du plan et son portage par la DPP/MAEP, (iii) Les échanges techniques avec la DPP pour améliorer le document, son appropriation et son portage, (iv) les échanges avec AIMAEP et DPP sur le terme de référence de l'atelier de validation, le budget prévisionnel de validation ; (iv) la validation du projet de plan stratégique avec l'appui technique et financier de AIMAEP. La dernière étape sera l'élaboration de la version finale du PSO, sur la base des travaux des sous groupes de l'atelier de validation, sous la supervision d'un comité ad hoc à mettre en place à la fin de l'atelier par la DPP.

III ETAT DES LIEUX DES ACTIONS RELATIVES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ET DE LA MALNUTRITION

Face à l'évolution inquiétante de la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et aux conséquences irréversibles sur la santé de la population active, le Gouvernement du Bénin a souscrit aux divers engagements internationaux et régionaux à savoir :

- la ratification de la Convention relative aux Droits de l'Enfant,
- la ratification de la déclaration de la Conférence Internationale sur la Nutrition de 1992,
- la ratification de la déclaration du Sommet Mondial de l'Alimentation de novembre 1996,
- l'adoption de l'Objectif du Millénaire pour le Développement.
- la mise en place du Réseau National de Sécurité Alimentaire (RESA) avec l'appui du Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).
- l'élaboration et l'adoption du Plan d'Action National pour l'Alimentation et la Nutrition,

- l'élaboration et l'adoption du Programme National de Sécurité Alimentaire au Bénin
- l'élaboration et l'adoption du Plan d'Action National de lutte contre les Carences en Micronutriments (Fer, Iode, Vitamine A),
- l'élaboration et l'adoption du Document de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (DSCR I, II et III),
- l'élaboration et l'adoption du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole dont l'un des objectifs est de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations à travers le développement de la nutrition communautaire,
- Les acquis du consensus de Guédévy1 en 2007 (mise en œuvre des réformes dans le secteur de la nutrition) à savoir :

- (i) La prise du Décret Présidentiel N° 2009-245 du 09 juin 2009 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN) au Bénin pour l'institutionnalisation de la politique d'alimentation et de nutrition ;
- (ii) L'élaboration et la mise en vigueur du Plan Stratégique de Développement de l'Alimentation et de la Nutrition (PSDAN) auquel est adossé un Programme national d'Alimentation et de Nutrition Axé sur les Résultats (PANAR) ;
- (iii) Un projet de Nutrition Communautaire (pédagogique), financé par le Fonds Japonais de Développement Social (JSDF), à travers la Banque Mondiale actuellement en cours d'exécution par les ONG nationales et sous la coordination de Plan-Bénin dans 10 communes les plus vulnérables ;
- (iv) l'adhésion du Bénin comme 20^{ème} pays membre, le 21 septembre 2011, au mouvement international, Scaling Up Nutrition (SUN) ;
- (v) l'installation officielle du CAN le 29 novembre 2011 ;
- (vi) l'inscription du PSDAN dans la stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté (SCR 2010-2015) ;
- (vii) la tenue d'un atelier de concertation sur les modalités de mise en œuvre d'un projet d'investissement de nutrition communautaire les 4 et 5 décembre 2012 à Abomey (Guédévy2) ;
- (viii) l'inscription d'une ligne budgétaire spécifique en faveur de la nutrition pour 2013 ;
- (ix) l'installation officielle du S/P CAN le 12 avril 2013 ;
- (x) la mise en place d'une plateforme inclusive des partenaires techniques et financiers de la nutrition en appui au CAN dans le cadre du Mouvement SUN-Bénin ;
- (xi) l'adhésion du Bénin à la Nouvelle Alliance pour la Sécurité alimentaire et la nutrition. (L'Allemagne a été retenue pour accompagner le Bénin dans son inscription à cette initiative du G8) ;
- (xii) l'élaboration en cours du projet Multisectoriel d'Alimentation, de Santé et de Nutrition ;
- (xiii) l'organisation dans un proche avenir de la table ronde sur le financement de la nutrition au Bénin sur autorisation du Gouvernement.

Bien qu'engagé dans la mise en œuvre des différentes résolutions issues des différents fora la concrétisation des actions sur l'alimentation et la nutrition par le Bénin n'a pas été effective et visible malgré la place prépondérante qu'elle occupe dans les stratégies de développement ou de la réduction de la pauvreté du pays. ***La problématique de la nutrition est encore perçue comme étant uniquement du ressort du secteur de la santé alors que les interventions nutritionnelles à base communautaire, par les voies alimentaires (interventions alimentaires sensibles à la nutrition), ont une vocation prioritairement préventive et mérite qu'on lui accorde une attention particulière si l'on veut réduire le taux de malnutrition et ses corollaires.***

Un ensemble de programmes et actions verticaux ont été mis en œuvre durant les dernières décennies mettant l'accent sur l'appui au développement de la production végétale, de l'élevage et de la pêche, l'appui aux activités génératrices de revenus pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Malheureusement les résultats obtenus sont en deçà de ceux escomptés dans la mesure où le volet nutritionnel n'est pas souvent pris en compte de façon efficiente ; l'aspect préventif de la malnutrition n'étant pas pris en compte. On note de ce fait jusqu'à ce jour, une persistance notoire du taux de malnutrition chronique globale souvent appelée « **faim cachée** » aux conséquences lourdes pour les enfants en bas âge (dommages irréversibles tant sur le développement physique que mental), un Déficit Chronique Energétique des adultes et les diverses carences en micronutriments dans toutes les zones d'interventions de ces différents programmes y compris les zones qui dégagent annuellement des excédents alimentaires et de forte concentration des interventions sanitaires.

Pour inverser cette tendance, il convient de développer une autre stratégie : ***la lutte contre la malnutrition par les voies alimentaires.*** En effet les voies alimentaires comprennent un ensemble de stratégies et d'approches complémentaires qui concernent les secteurs de l'agriculture, de la technologie alimentaire et de l'éducation/communication. Elles consistent à :

- i) diversifier la production d'aliments et les ingrédients alimentaires,**
- ii) optimiser les procédés de transformation, de conservation et de commercialisation d'une grande variété d'aliments riches en nutriments,**
- iii) réduire les pertes post-récolte des aliments périssables,**
- iv) promouvoir la fortification dans des petites unités de production,**
- v) améliorer les teneurs en micronutriments biodisponibles des produits agricoles ou des régimes,**
- vi) développer l'éducation nutritionnelle et des activités communautaires de promotion de la croissance des enfants et de l'état nutritionnel des femmes en âge de procréer.**

La collaboration avec d'autres secteurs incluant l'éducation, la recherche, l'hygiène publique, la fourniture en eau, un climat politique favorable à tous les niveaux et l'amélioration du partenariat entre les secteurs public et privé sont également importants pour assurer le succès de la mise en œuvre de voies alimentaires pour améliorer la situation nutritionnelle.

IV DEFINITION DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Face aux nombreux défis identifiés au niveau du secteur de la nutrition, l'atelier de consensus d'Abomey, a permis, grâce à un dialogue national, de définir une vision commune arrimée sur les Orientations Stratégiques de Développement (OSD 2006-2011), à savoir : faire du Bénin « *un pays où chaque individu jouit d'un état nutritionnel satisfaisant afin de participer pleinement au développement d'un Bénin émergent* ». Cette vision est aussi arrimée à celle envisagée dans le Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole dont l'un des objectifs est de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Comme l'a révélé le premier plaidoyer effectué sur la nutrition au Bénin en janvier 2004, investir dans la nutrition, c'est assurer au pays des ressources humaines en bonne santé, garant d'un développement humain durable. Un investissement soutenu pour améliorer l'état nutritionnel des groupes les plus vulnérables que représentent les femmes et les enfants éviterait des milliers de morts d'enfants et de mères ; un affaiblissement dramatique du potentiel intellectuel et d'énormes pertes de productivité économique.

Cela suppose qu'il ne faut pas attendre que les couches vulnérables tombent dans un état de malnutrition avant d'intervenir. C'est là toute l'importance de la stratégie alimentaire préventive que vise le présent Plan Stratégique.

Il tire son essence du Plan Stratégique pour le Développement de l'Alimentation et de la Nutrition (PSDAN). Il est arrimé aux recommandations issues de la vision du secteur définie à l'atelier de consensus d'Abomey de novembre 2007 et n'a pas la prétention de tout faire, mais de porter son choix sur des interventions pouvant contribuer de façon durable et significative à l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations en tenant compte des nouvelles orientations du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole et de son cadre programmatique.

La disponibilité alimentaire est une condition sine qua non pour espérer et faire jouir à chaque individu un statut nutritionnel satisfaisant. Les actions à mener dans le cadre du PSO/DANA devront donc concourir à assurer une disponibilité alimentaire de qualité, suffisante et permanente pour les ménages béninois. Les deux sous programmes du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) abordent suffisamment les actions envisagées pour assurer une disponibilité alimentaire au niveau des ménages pour la lutte contre la malnutrition et les troubles liés à la carence en micronutriments. Il s'agit notamment du:

- **Sous-programme « Intensification de la production des cultures vivrières »** dont une des actions à développer consistera à l'appui à la production et à la distribution de semences améliorées. La Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée, forte des expériences capitalisées dans les domaines horticoles, devra susciter la production de semences performantes de fruits et légumes afin de les rendre disponibles pour leur utilisation au niveau des communautés et des ménages ; et contribuer à la formation des

maraîchers (dans ce cadre une synergie d'actions devra exister entre la DANA, l'INRAB et la DAGRI).

- **Sous-programme « *Diversification de la production agricole* »** dont une des actions envisagées consistera à encourager le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine à travers la promotion du maraîchage et des micro-jardins. Il reviendra à la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée, de promouvoir la consommation d'aliments riches en micronutriments, notamment les fruits et les légumes à feuilles vert foncé et autres aliments riches en vitamine A et en fer, telles que la spiruline, le moringa, la patate douce à chair jaune-orange, etc.

Le rôle de la DANA sera aussi de contribuer à un meilleur suivi de la situation de la sécurité alimentaire dans les communes et à l'amélioration de l'état nutritionnel de la population à travers la mise en place d'un système de prévention et de gestion des crises alimentaires. A cet effet, il s'agira d'évaluer l'état de la vulnérabilité des villages et d'élaborer les cartes communales de sécurité alimentaire et nutritionnelle (en synergie avec l'ONASA). Pour ce faire, le dispositif d'alerte et de veille devra être amélioré par la mise en place et le fonctionnement d'un système de surveillance nutritionnelle, d'éducation nutritionnelle et par le renforcement de la Communication pour le Changement de Comportement (IEC/CCC).

L'appui aux enfants malnutris sévères et modérés pour leur prise en charge diététique et médicale ne peut être envisagé pour le long terme. Il devra être nécessairement remplacé par des mesures permettant d'une part aux ménages de préparer à domicile un aliment nutritionnellement adéquat pour leurs enfants, et d'autre part, la commercialisation d'aliments enrichis.

La DANA a un rôle de catalyseur et de coordination à jouer pour que l'aliment produit, importé ou reçu par donation puisse être de bonne valeur nutritive et accessible à tous. La DANA a aussi un rôle important à jouer à ce niveau dans la collecte des informations nutritionnelles.

Les actions à mener dans le cadre du Plan Stratégique de Développement de l'Alimentation et de la Nutrition doivent concourir également à assurer la disponibilité de l'aliment dans l'assiette du consommateur c'est-à-dire l'accessibilité alimentaire à tous. Le Programme National de Sécurité Alimentaire a fait de l'accessibilité alimentaire une intervention prioritaire à travers ses sous programmes 3 et 4 en complément du sous-programme 2 relatif à la diversification de la production agricole. Il s'agit en l'occurrence du :

- **Sous-programme « *Valorisation des produits agricoles* ».** La Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée, compte tenu des expériences acquises en technologie alimentaire, mettra l'accent sur les actions devant concourir à donner une plus-value aux divers produits agricoles à travers le renforcement des capacités des transformateurs sur les techniques de transformation appropriées et performantes, l'appui

aux transformateurs des produits agro-alimentaires pour une valorisation et une optimisation des procédés de transformation en vue de réduire les pertes post récolte des produits périssables et de disposer des aliments de bonne qualité sanitaire et nutritionnelle, le respect de la démarche qualité par les transformateurs, le renforcement de l'approche intégrée des interventions de lutte contre les carences en micronutriments par la fortification des aliments (en iode, en fer et en vitamine A) dans les petites unités artisanales de production et de transformation.

La DANA était dans un passé récent le centre par excellence de formation de la plupart des animateurs ruraux qui ont contribué à la vulgarisation des activités horticoles et nutritionnelles dans les communautés. Depuis la mise en œuvre du Plan de Restructuration des Services Agricoles (PRSA) en 1994, les services déconcentrés de la DANA ne disposent plus de personnel dans les Centres Agricoles pour le Développement Rural (CARDER), ce qui constitue une sérieuse entrave à la mise en œuvre des actions de l'alimentation et de la nutrition au niveau opérationnel, le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle et la gestion de la vulnérabilité des communautés. Il convient que cette situation soit corrigée et le PSDAN a le mérite d'y accorder une attention particulière en mettant l'accent sur la formation des ressources humaines en alimentation et en nutrition.

De tout ce qui précède et en tenant compte du nouveau contexte du PSRSA, la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée, dans sa mission de contribuer à l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations par l'utilisation judicieuse des produits locaux aura à centrer ces actions autour de trois composantes importantes à savoir :

- ✓ **Composante 1 : La lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes ;**
- ✓ **Composante 2 : La valorisation des produits alimentaires locaux ;**
- ✓ **Composante 3 : Renforcement de la nutrition dans le secteur agricole.**

V CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION

5.1. Objectifs

5.1.1. Objectif général

L'objectif du présent plan est de contribuer, par les voies alimentaires, à l'amélioration de l'état nutritionnel des personnes vulnérables en particulier les enfants de 6 à 59 mois, les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes et les femmes allaitantes.

5.1.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques d'ici 2020 sont :

- ✓ mettre en œuvre une stratégie alimentaire de réduction de la malnutrition par les voies alimentaires,
- ✓ apporter un appui opérationnel à la valorisation des ressources alimentaires locales,
- ✓ renforcer l'institutionnalisation de la nutrition dans le secteur agricole.

5.2. Résultats attendus

- ✓ une stratégie alimentaire contribuant à la réduction de la malnutrition sous toutes ses formes est mise en œuvre,
- ✓ les ressources alimentaires locales sont valorisées en denrées alimentaires de bonne qualité sanitaire et nutritionnelle,
- ✓ les interventions alimentaires sensibles à la nutrition sont visibles et lisibles dans le secteur agricole.

5.3. Le cadre logique.

Tableau I : Cadre logique du PSO

| Objectifs/Résultats | Indicateurs | Sources de vérification | Hypothèses |
|---|---|--|---|
| Objectif global : Contribuer, par les voies alimentaires, à l'amélioration de l'état nutritionnel des populations en particulier les personnes vulnérables (enfants de 6 à 59 mois, les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes et les femmes allaitantes) | -Nombre de ménages (à définir) formés sur la production et la transformation familiale des fruits, des légumes et le petit élevage pour la diversification alimentaire. -Nombre de ménages consommant des aliments diversifiés de haute valeur nutritive | Rapport de performance du MAEP. | -Insuffisance de volonté politique à s'engager dans le processus de lutte contre la malnutrition -Non disponibilité de financement |
| Composante 1 : La lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes | | | |
| OS1 : Mettre en œuvre une stratégie alimentaire de réduction de la malnutrition par les voies alimentaires | Une stratégie alimentaire de réduction de la malnutrition est élaborée et mise en œuvre. | Document de stratégie et rapports de mise en œuvre | La volonté des autorités du MAEP à accompagner la DANA |
| R1.1 : La fréquence et la diversité des aliments au niveau des ménages sont améliorées | Score de diversification alimentaire | Rapports trimestriels | |
| R.1.2 : Les ménages béninois consomment du sel iodé | Pourcentage de ménages qui disposent du sel adéquatement iodé (90%) | Rapports trimestriels | |
| R.1.3 : Le conseil et l'éducation des adolescentes, des femmes enceintes et des femmes allaitantes sur une alimentation en quantité et en qualité sont assurés | - Participation des filles adolescentes (nombre) aux séances - participation des femmes enceintes (nombre) aux séances - participation des femmes allaitantes (nombre) aux séances | Rapports trimestriels | |
| R1.4 : Les adultes et personnes âgées sont mieux informées sur les maladies non transmissibles et une alimentation adéquate. | - Nombre de messages élaborés et diffusés sur les maladies non transmissibles et une alimentation adéquate. | Fiches techniques élaborées | |

| | | | |
|---|---|--|--|
| | - Réduction de la prévalence des maladies non transmissibles de 10% | Enquête nutritionnelle | |
| Composante 2 : La valorisation des produits alimentaires locaux | | | |
| OS2 : Promouvoir les technologies de transformation et de conservation des aliments au sein des ménages et à l'échelle nationale | Nombre de fiches techniques élaborées et diffusées sur les technologies améliorées de transformation et de conservation des aliments | Fiches techniques et Rapports trimestriels | La volonté des autorités du MAEP à Accompagner la DANA |
| R2.1 : Les transformateurs des produits agro-alimentaires maîtrisent et pratiquent des techniques performantes et appropriées de transformation et de conservation des produits agricoles | - Nombre de ménages formés sur au moins trois technologies améliorées de transformation - Nombre de transformateurs formés sur une technologie améliorée de transformation | Rapports trimestriels Rapports trimestriels | |
| R2.2 : La fortification à l'échelle nationale et communautaire est promue et suivie | - Nombre d'unités de production artisanale de farine enrichie et autres pour l'alimentation de complément - Proportion production de sel local iodé | Rapports trimestriels | |
| R2.3 : Une unité de recherche appliquée accompagnée d'un laboratoire de nutrition est mis en place, équipée et fonctionnelle. | - Un laboratoire de nutrition est construit et équipé - Une unité de technologie alimentaire est équipée et fonctionnelle | Rapport de performance du MAEP | |
| Composante 3 : Renforcement de la nutrition dans le secteur agricole | | | |
| OS3 : Mieux positionner la nutrition dans le secteur agricole (stratégies et capacité sectorielles de nutrition et pro-nutritionnelles renforcées) et une coordination intersectorielle et multi-acteurs accrue. | Un plan stratégique opérationnel des actions d'alimentation et de nutrition est validé et mis en œuvre par la DANA. | Rapport de performance du MAEP | La volonté des autorités du MAEP à Accompagner la DANA |
| R3.1 : Les ressources nécessaires (techniques, matérielles, financières, humaines) au bon fonctionnement du PSO sont disponibles. | Chaque année, une ligne budgétaire en adéquation avec le PTAB pour la mise en œuvre du PSO/DANA est inscrite, dans le budget programme du MAEP et des CARDER | Le document du budget programme | |
| R3.2 : Les capacités des acteurs au niveau central, régional et local sont renforcées pour la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du PSO | 100 % des actions annuelles du PSO sont prises en compte dans le PTAB du MAEP jusqu'en 2020 | PTAB et Rapport de performance du MAEP | |
| R3.3 : Le système de surveillance nutritionnelle, d'alerte précoce et d'action rapide par des indicateurs nutritionnels est renforcé. | - Tableaux de bord communaux pour la sécurité alimentaire et la nutrition - Rapport trimestriel sur la sécurité alimentaire et la nutrition | - Rapports trimestriels - Rapport annuel | |
| | | | |

VI-PLAN PLURIANNUEL

La déclinaison des résultats en activités a été faite sur le principe du cadre logique. Ainsi, en tenant compte des indicateurs de performances (indicateurs de résultats) d'une part, et de la cohérence de la logique d'intervention d'autre part, des activités ont été formulées en cohérence avec chacun des résultats retenus (voir tableau II).

6.1. La planification pluriannuelle

L'exécution des activités formulées et retenues, a été planifiée sur la période allant de 2013 à 2020, soit sept (07) années. Le principe a été de planifier les activités sur cette période, en tenant compte du nombre de fois qu'il sera nécessaire de réaliser chacune d'elles, afin de réunir les meilleures conditions d'obtention des résultats attendus. Par conséquent, certaines activités ont été planifiées pour être exécutées une seule fois, et d'autres, pour être exécutées plusieurs fois : voir le tableau II.

Tableau II : Plan pluriannuel du Plan Stratégique Opérationnel

| Résultats | Activités | Responsables de la coordination et du suivi | Structures chargées de la réalisation des activités | Années | | | | | | |
|---|---|---|---|--------|------|------|------|------|------|------|
| | | | | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| R1.1 : La fréquence et la diversité des aliments au niveau des ménages sont améliorées | A1.1.1 : Répertorier les plantes devant concourir à la bio-fortification. (Faire un inventaire des produits locaux riches en fer, en vitamine A et en iode, etc.) | DANA | DANA, INRAB, FSA | X | X | | | | | |
| | A1.1.2 : Conseiller et suivre la production et la consommation par les ménages des aliments bio-fortifiés. | DANA | CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.1.3 : Accompagner les ménages dans l'installation des micro-jardins et des arbres fruitiers. (500 ménages ou association de ménages) | DANA | CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.1.4 : Elaborer et diffuser des fiches techniques sur les technologies de transformation et de conservation des aliments diversifiés au sein du ménage. | DANA | DANA, INRAB, CARDER | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.1.5 : Appuyer l'accès des femmes aux facteurs de production tels que foncier, crédit. | DANA | CAN, CARDER, Communes, DLROPEA | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.1.6 : Elaborer et vulgariser les fiches techniques sur l'élevage des espèces animales non conventionnelles et à cycle court. | DANA | DANA, DPA, CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.1.7 : Conseiller et appuyer les ménages à l'élevage et la consommation des espèces animales non conventionnelles et à cycle court. | DANA | CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.1.8 : Appuyer le développement des jardins dans les écoles à cantine | DANA | CARDER | X | X | X | X | X | X | X |
| R.1.2 : Les ménages béninois consomment du sel | A1.2.1 : Diffuser les textes réglementaires sur l'importation et la commercialisation du sel iodé à tous les niveaux | DANA | DANA, CARDER | X | X | X | | | | |

| | | | | | | | | | | |
|-------------|---|-------------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| iodé | A1.2.2 : Doter les zones salicoles des unités mobiles d'iodation de sel et d'iodate de potassium. | DANA | DANA, CAN | X | X | X | | | | |
| | A1.2.3 : Former les responsables des saliculteurs sur l'utilisation des unités mobiles d'iodation, d'iodate de potassium et sur les bonnes Pratiques de Production | DANA | DANA, INRAB, DICAF | X | X | X | | | | |
| | A1.2.4 : Appuyer l'organisation des saliculteurs pour une gestion durable des unités mobiles. | DANA | DLROPEA | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.2.5 : Appuyer les élus locaux dans l'élaboration des documents sur la gestion communautaire de la stratégie d'iodation universelle de sel. | DANA | DANA, DLROPEA, CARDER | X | X | X | | | | |
| | A1.2.6 : Organiser des séances de sensibilisation au profit des producteurs du sel, des élus locaux des zones de production sur la nécessité d'iodation du sel localement produit | DANA | DANA, CARDER | X | X | X | | | | |
| | A1.2.7 : Organiser des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques de distribution au niveau des détaillants | DANA | CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.2.8 : Organiser des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques de conservation au niveau des ménages. | DANA | CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.2.9 : Doter tous les groupements de producteurs de sel et les ménages suivis de kits de détection de la présence d'iode dans le sel. | DANA | DANA, CAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.2.10 : Organiser les séances de vérification de la présence de sel de cuisine dans les écoles | DANA | DANA, CARDER, MEMP | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.2.11: Réaliser une étude sur la carence en iode et exploiter les résultats pour l'orientation de la mise en œuvre des activités d'IUS | DANA | DANA, DPP, MS, FSA, UNICEF, MEMP | X | | | X | | | X |

| | | | | | | | | | | |
|---|---|-------------|------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|
| | A1.2.12: Assurer le suivi des activités de la stratégie de l'IUS | DANA | DANA, CAN | X | X | X | X | X | X | X |
| R1.3 : Le conseil et l'éducation des adolescentes, des femmes enceintes et des femmes allaitantes sur une alimentation en quantité et en qualité sont assurés. | A1.3.1 : Organiser des séances d'IECCC sur les techniques de préparation et d'administration des aliments de compléments à haute valeur nutritive et diversifiés. | DANA | CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.3.2 : Organiser des séances d'IECCC sur l'alimentation adéquate chez les filles adolescentes, les femmes enceintes et les femmes allaitantes. | DANA | CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A1.3.3 : Organiser des séances d'IECCC sur les bonnes pratiques de distribution des repas en fonction des besoins et de la vulnérabilité des membres individuels du ménage. | DANA | CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| R1.4 : Les adultes et personnes âgées sont mieux informés sur les maladies non transmissibles et une alimentation adéquate. | A1.4.1 : Intensifier le programme de communication interpersonnelle et de mass média sur l'amélioration des pratiques nutritionnelles et les modes de vie sains dans les ménages à travers les radios locales et nationales. | DANA | DANA, Cell Com/MAEP, | | X | X | X | X | X | X |
| | A1.4.2 : Elaborer et développer des thèmes d'éducation nutritionnelle sur l'hygiène alimentaire, les régimes alimentaires pour lutter contre les maladies chroniques. | DANA | DANA, CARDER, GAN, MS, IRSP | | X | X | X | X | X | X |
| R2.1 : Les transformateurs des produits agro-alimentaires maîtrisent et pratiquent des techniques performantes et appropriées de | A2.1.1 : Encourager et appuyer la création de petites unités de transformation et de conservation des produits agro-alimentaires ciblés. (vulgarisation des équipements de transformation, orientation des transformateurs vers les structures de microfinance) | DANA | DANA, INRAB, CARDER, DGAER | | X | X | X | X | X | X |

| | | | | | | | | | | |
|--|---|-------------|----------------------------|---|---|---|---|---|---|---|
| transformation et de conservation des produits agricoles | A2.1.2 : Vulgariser les technologies maîtrisables, accessibles et rentables pour la transformation et la conservation des produits agro-alimentaires (technologie de séchage et de transformation des feuilles, des fruits et des légumes), | DANA | CARDER, GAN | | X | X | X | X | X | X |
| | A2.1.3 : Former les transformateurs sur les bonnes pratiques d'hygiènes et de fabrication des produits agro-alimentaires | DANA | DANA, DICAF | | X | X | X | X | X | X |
| | A2.1.4 : Sensibiliser les transformateurs des produits agro-alimentaires et les ménages par rapport aux normes de qualité des produits transformés | DANA | DANA, ABSSA, CARDER | | X | X | X | X | X | X |
| | A2.1.5 : Diffuser les textes législatifs et réglementaires aux transformateurs et consommateurs des produits alimentaires. | DANA | DANA, ABSSA, CARDER | | X | X | X | X | X | X |
| | A2.1.6 : Etablir et vulgariser les fiches techniques sur les Bonnes Pratiques d'Hygiène et de Fabrication des denrées alimentaires de grandes consommations | DANA | DANA, CARDER, GAN | X | X | X | X | X | X | X |
| | A2.1.7 : Sensibiliser les vendeuses des produits agro-alimentaires et des aliments de rue sur leurs responsabilités dans les intoxications alimentaires | DANA | DANA, CARDER, MEMP | X | X | X | X | X | X | X |
| | A2.1.8 : Suivre et accompagner les transformateurs pour l'amélioration de la qualité des produits agro-alimentaires | DANA | DANA, INRAB | | X | X | X | X | X | X |
| | A2.1.9 : Conseiller et suivre l'utilisation des technologies améliorées de transformation et de conservation des aliments au sein des ménages | DANA | CARDER, GAN | | X | X | X | X | X | X |
| R2.2 : La fortification à l'échelle nationale et communautaire est promue et suivie | A2.2.1 : Entreprendre des recherches opérationnelles en matière de fortification alimentaire en fer et en vitamine A et en zinc. | DANA | DANA, FSA, INRAB | X | X | X | X | X | X | X |

| | | | | | | | | | | |
|--|--|-------------|---------------------------|---|---|---|---|---|---|---|
| | A2.2.2 : Contribuer aux essais de valorisation des technologies endogènes de transformation des produits agro-alimentaires existantes. | DANA | DANA, FSA, INRAB | | X | X | X | X | X | X |
| | A2.2.3 : Former les techniciens de laboratoire sur les méthodes de dosage des micronutriments dans les aliments. | DANA | DANA, ABSSA, DICAF | | X | X | X | X | X | X |
| | A2.2.4 : former les transformateurs sur les techniques de fortification des aliments locaux | DANA | DANA, DICAF, CBFA | | X | X | X | X | X | X |
| | A2.2.5 : Former les transformateurs sur l'utilisation des kits de contrôle et du matériel de fortification | DANA | DANA, DICAF, CBFA | | X | X | X | X | X | X |
| | A2.2.6 : Recenser les sources recommandables d'approvisionnement en prémix de qualité et les mettre à disposition des producteurs de sel et des industriels | DANA | DANA, CBFA | X | X | X | X | X | X | X |
| | A2.2.7 : Recenser et encourager les entreprises informelles (producteurs de sel, unité artisanale de transformation des aliments infantiles) à se conformer à la réglementation en vigueur | DANA | DANA, CARDER, CBFA | X | X | X | X | X | X | X |
| R2.3 : Une unité de recherche appliquée accompagnée d'un laboratoire de nutrition est mis en place, équipée et fonctionnelle. | A2.3.1 : Installer et équiper une unité de recherche opérationnelle en technologie alimentaire | DANA | DPP/SPP, DRFM | X | X | | | | | |
| | A2.3.2 Construire et équiper le laboratoire de nutrition | DANA | DPP/SPP, DRFM | X | | | | | | |
| | A2.3.3 : Répertorier les résultats de recherches fondamentales en technologie alimentaire (FSA, INRAB(PTAA) /IITA etc....) | DANA | DANA | X | X | X | X | X | X | X |
| | A2.3.4 : Hiérarchiser les résultats par priorité | DANA | DANA | X | X | X | X | X | X | X |

| | | | | | | | | | |
|---|-------------|--------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|
| A2.3.5 : Appliquer les résultats prioritaires retenus au niveau de l'unité de recherche opérationnelle | DANA | DANA | | X | X | X | X | X | X |
| A2.3.6 : Restituer les résultats de recherche aux transformateurs de produits locaux. | DANA | DANA, CARDER | | | X | X | X | X | X |
| A2.3.7: Elaborer et diffuser les fiches techniques sur les résultats concluants | DANA | CARDER, INRAB, GAN | | X | X | X | X | X | X |
| A2.3.8: élaborer et vulgariser un manuel d'aliment de complément dans les communautés | DANA | DANA, FSA, CARDER, INRAB, GAN | | | X | | | | |
| A2.3.9 : Entreprendre des recherches opérationnelles en matière de fortification alimentaire (en fer, en vitamine A en zinc etc.) au niveau des petites entreprises et des petits transformateurs artisanaux. | DANA | FSA, INRAB, CBFA | X | X | X | X | X | X | X |
| A2.3.10 : Elaborer et diffuser les fiches techniques sur la fortification des aliments dans les communautés | DANA | DANA, CARDER, CBFA | | X | X | X | X | X | X |
| : A2.3.11 : Elaborer et vulgariser une table de composition alimentaire pour les produits locaux et les repas cuisinés. | DANA | DANA, FSA, INRAB, CARDER, GAN | X | X | | | | X | X |
| A2.3.12: Entreprendre la mise au point de recettes alimentaires de haute valeur nutritionnelle | DANA | DANA, FSA, INRAB | | X | X | X | X | X | X |
| A2.3.13: Former les agents déconcentrés et les points focaux nutrition des Mairies sur l'utilisation des différentes fiches techniques élaborées | DANA | DANA, DICAF | | X | X | X | X | X | X |
| A2.3.14: Mettre au point des recettes alimentaires adaptées au statut nutritionnel des individus. | DANA | DANA, FSA, INRAB, IRSP | | X | X | X | X | X | X |
| A2.3.15 : Suivre et évaluer annuellement la mise en œuvre des résultats de recherche en milieu réel. | DANA | DANA | | X | X | X | X | X | X |

| | | | | | | | | | | |
|--|---|-------------|----------------------------|---|---|---|---|---|---|---|
| R3.1 : Les ressources nécessaires (techniques, matérielles, financières, humaines) au bon fonctionnement du PSO sont disponibles. | A3.1.1 : Inscrire une ligne budgétaire pour la mise en œuvre du PSO/DANA dans le budget programme du MAEP. | DANA | DPP/SPP | X | X | X | X | X | X | X |
| | A3.1.2 : Mobiliser des fonds auprès des PTF. | DANA | DPP/SPP, DRFM | X | X | X | X | X | X | X |
| | A3.1.3 : Doter les structures déconcentrées de ressources nécessaires (matérielle, financière, humaine) suffisantes pour leur fonctionnement. | DANA | DRFM | X | X | X | X | X | X | X |
| R3.2 : Les capacités des acteurs au niveau central, régional et local sont renforcées pour la planification, la mise en œuvre, du suivi-évaluation du PSO | A3.2.1 : Actualiser l'arrêté portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de la DANA | DANA | SGM | X | | | | | | |
| | A3.2.2 : Pourvoir en personnel, les postes de C/SASAN, T/SANA et CANA au niveau des CARDER | DANA | SGM, DRH | X | | | | | | |
| | A3.2.3 : Renforcer les capacités des agents déconcentrés et des relais communautaires sur les notions de base en nutrition humaine | DANA | DANA, DICAF, SP/CAN | | X | X | X | X | X | X |
| | A3.2.4 : Renforcer les capacités de la DANA en moyens roulants (4 véhicules 4x4, 20 motos) | DANA | DRFM | X | | | | X | | |
| | A3.2.5 : Renforcer les capacités de la DANA en équipements informatiques (10 packs informatiques, 15 portatifs) renouvelable une fois | DANA | DRFM | X | | | | X | | |
| | A3.2.6 : Renforcer les capacités de la DANA en mobiliers | DANA | DRFM | X | | | | X | | |
| | A3.2.7 : Elaborer un plan de formation des agents déconcentrés et du personnel de la DANA sur la mise en œuvre et le suivi évaluation du PSO | DANA | SP/CAN, DANA, DICAF | X | X | | | | | |
| | A3.2.8 : Mettre en œuvre le plan de formation. | DANA | SP/CAN, DANA, DICAF | | X | X | X | X | X | X |

| | | | | | | | | | | |
|--|---|-------------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | A3.2.9 : Réaliser une enquête nationale sur l'évaluation des progrès réalisés en sécurité alimentaire et nutritionnelle, | DANA | DANA, DPP, MS, UNICEF, INSAE, SP/CAN | | X | | | | X | |
| | A3.2.10 : Assurer la gestion, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan, | DANA | DANA | X | X | X | X | X | X | X |
| | A3.2.11 : Organiser des concertations trimestrielles entre les partenaires en nutrition | DANA | DANA, SP/CAN | X | X | X | X | X | X | X |
| R3.3 : Le système de surveillance nutritionnelle, d'alerte précoce et d'action rapide par des indicateurs nutritionnels est renforcé. | A3.3.1 : Mettre en place et rendre fonctionnel un système de surveillance nutritionnel dans le secteur agricole | DANA | DPP/SPP, DRFM, CARDER, DANA, ONASA | X | X | | | | | |
| | A3.3.2 : Organiser chaque année quatre séances de traitement et d'analyse des données informationnelles sur la situation alimentaire et nutritionnelle des populations | DANA | DANA, Service Stat/MAEP, INSAE | X | X | X | X | X | X | X |
| | A3.3.3 : Elaborer et diffuser chaque année une revue d'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle des populations béninoises | DANA | DANA, Service Stat/MAEP, INSAE, CARDER | X | X | X | X | X | X | X |

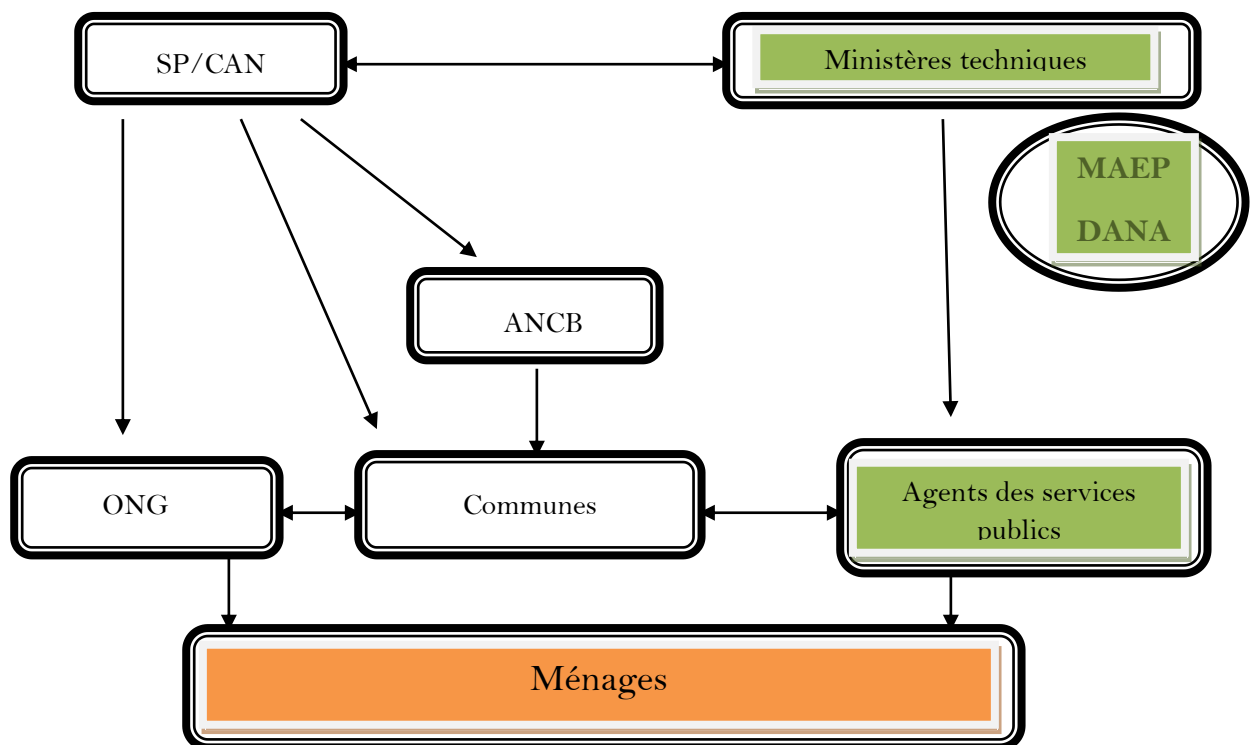
6.2. Les acteurs impliqués, leurs rôles et responsabilités

6.2.1. Acteurs impliqués

Une politique alimentaire et nutritionnelle ne saurait se réduire à la politique agricole, bien que cette dernière en constitue l'épine dorsale. De fait la mise en œuvre d'une telle politique ne devrait guère être l'apanage du seul Ministère en charge de l'agriculture. Plusieurs départements ministériels, le secteur privé, la société civile, les partenaires au développement sont concernés. La nécessité d'une synergie d'actions cohérentes et coordonnées dans un plan de développement national est indéniable. C'est entre autres, les raisons qui ont conduit aux réformes dans le secteur de la nutrition avec pour aboutissement, la création d'une structure nationale de coordination le Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN), l'élaboration du Plan Stratégique de Développement de l'Alimentation et de la Nutrition (PSDAN) et l'élaboration en cours d'un Projet Multisectoriel d'Alimentation, de Santé et de Nutrition (PMASN). Tout ce processus a impliqué tous les acteurs de la nutrition dont la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition représentant le MAEP au sein du CAN.

De fait, la mise en œuvre de ce projet mobilisera tous les acteurs de la nutrition cités plus haut selon le schéma suivant.

Schéma de mise en œuvre



6.2.1.1. Acteurs du secteur public

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche se concentre sur ses rôles régaliens de coordination, de régulation, de planification, de contrôle, de facilitation, de veille, et se doit de fournir les biens et services publics facilitant l'accès aux ressources productives. A travers la DANA, il partage avec les autres acteurs, les fonctions comme la recherche opérationnelle sur les recettes et aliments composés de haute valeur nutritive, la vulgarisation, l'appui-conseil. Il assume ces fonctions directement, à travers ses services centraux et déconcentrés, et/ou en partenariat avec les autres acteurs. La DANA est chargée de la définition de la politique et des stratégies alimentaires et nutritionnelles dans le secteur agricole. Les services déconcentrés au niveau des CARDER et SCDA (C/SASAN niveau département, TSANA niveau commune et CANA au niveau arrondissement) sont prévus dans l'organigramme du MAEP. Ils travaillent en étroite collaboration avec les acteurs locaux (groupes de concertation aux niveaux local et communal, ONG etc.) pour apporter un appui technique de proximité.

Les autres Ministères techniques (Ministère en charge de la Santé et Ministère en charge de la Famille) au niveau opérationnel, contribuent à la mise en œuvre des actions d'alimentation de nutrition et de santé à travers les groupes de concertation aux niveaux local et communal.

6.2.1.2. Acteurs du secteur privé et des partenaires

Les Organisations de la Société Civile, en l'occurrence les ONG, sont plus actives dans le secteur de la nutrition, au niveau opérationnel. Elles participent aussi aux réflexions sur les politiques et stratégies et contribuent ainsi à mieux éclairer les prises de décisions concernant toutes les questions de politique alimentaire et nutritionnelle.

Les Collectivités Locales et Territoriales jouissent de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elles ont de larges compétences relatives au développement local, à l'aménagement du territoire, aux services sociaux et aux infrastructures économiques collectives de base. Elles ont donc compétence pour décider du développement du secteur alimentaire et nutritionnel au niveau local et ce, en collaboration avec les structures déconcentrées de l'Etat et les autres acteurs dont les ONG dans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre des actions locales de développement du secteur de l'alimentation et de la nutrition.

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) : Ils accompagnent les efforts du Gouvernement dans le développement du secteur. Dans l'esprit de la Déclaration de Paris, ils inscrivent de plus en plus leurs interventions dans les cadres programmatiques conformément aux priorités et orientations des secteurs en matière de lutte contre la pauvreté et la malnutrition.

6.2.2. Rôles et responsabilités des acteurs impliqués

6.2.2.1. Rôles et responsabilités des acteurs du secteur public

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche à travers la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée, est la structure responsable de la mise en œuvre du plan stratégique au niveau national. Elle aura un rôle décisif à jouer dans la coordination des activités au niveau du secteur de l'agriculture, en collaboration avec tous les autres acteurs impliqués. Elle a en outre un rôle important à jouer dans :

- ✓ l'accessibilité alimentaire des ménages,
- ✓ la valorisation des produits agricoles locaux,
- ✓ la gestion de la vulnérabilité alimentaire à travers un meilleur fonctionnement du système d'alerte précoce en collaboration avec l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA), la fortification industrielle et communautaire des aliments et la conservation des aliments en relation avec les autres services compétents,
- ✓ le respect des normes par la vulgarisation des textes, en cohérence avec la vision locale et les orientations stratégiques au plan national.

Au niveau régional et communal, la responsabilité de mise en œuvre des activités du plan stratégique est dévolue aux structures déconcentrées que sont les CARDER et les SCDA.

Un des rôles de l'ONASA dans le fonctionnement du système d'alerte précoce, sera de fournir, en collaboration avec le système de suivi-évaluation du MAEP, les données de productions vivrières et les bilans vivriers. La DANA, se chargera des données de nutrition en s'appuyant sur le système de suivi-évaluation de la mise en œuvre des PMASN.

6.2.2.2. Rôles et responsabilités des acteurs du secteur privé et des partenaires

La Société Civile, en particulier les ONG, a une longue expérience dans les interventions communautaires en matière d'alimentation, de nutrition et de sécurité alimentaire. Les ONG nationales appuient les collectivités locales dans l'opérationnalisation du PSDAN.

Un rôle central est accordé à la gouvernance locale, dans la mise en œuvre des actions d'alimentation, de nutrition et de sécurité alimentaire. L'ANCB doit œuvrer à l'amélioration de l'offre de service aux Communes sur les questions de développement, de lutte contre la pauvreté, à travers le positionnement de l'alimentation, de la nutrition et de la sécurité alimentaire, en bonne place dans l'agenda de développement communal. Par conséquent, elle doit amener l'ensemble des Maires à intégrer les préoccupations d'ordre alimentaire et nutritionnel dans leurs plans de développement communaux et à veiller à leur traduction en programmes pertinents, éligibles et bancables au profit des communautés.

Les Partenaires Techniques et Financiers : Dans le cadre de la mise en œuvre du PSO/DANA, les PTF ont pour rôle d'accompagner techniquement et financièrement le MAEP.

Le Conseil de l’Alimentation et de la Nutrition: L’agence de mise en œuvre du projet multisectoriel d’alimentation, de santé et de nutrition sera le SP/CAN. Les acteurs principaux du projet comprennent au niveau opérationnel les Communes, les services déconcentrés, et les ONGs. Ces acteurs seront appuyés et accompagnés par les structures nationales à savoir, l’Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB), les Ministères Techniques et le SP CAN. Ces acteurs principaux assurent les liaisons avec les parties prenantes à tous les niveaux. Le schéma de mise en œuvre est présenté dans le diagramme ci-dessus.

VII- PLAN D’ACTION BUDGETISE

Coût financier du Plan Stratégique Opérationnel des actions d’alimentation et de nutrition dans le secteur de l’agriculture

La mise en œuvre du Plan Stratégique nécessite la mobilisation de ressources financières, dans la mesure où l’exécution de chaque activité planifiée implique que des ressources équivalentes au coût réel de ladite activité soient engagées. Il en résulte que chaque activité retenue et planifiée dans le Plan Stratégique doit avoir une estimation du coût financier que nécessite son exécution. C’est ce qui justifie que tout Plan Stratégique soit budgétisé, c’est-à-dire que le coût global de son exécution soit déterminé.

En effet, le costing du PSO a été réalisé par les personnes expérimentées du secteur. Les principes qui ont guidé cette estimation se résument à ce qui suit :

(i) les coûts relatifs à l’utilisation des ressources humaines internes au MAEP n’ont pas été chiffrés, en raison du fait qu’il s’agit des Agents Permanents de l’Etat (APE) ou des Contractuels de l’Etat ;

(ii) les activités en direction des bénéficiaires à la base nécessitent l’implication surtout des communautés locales et des organisations de la société civile ;

(iii) les frais de support du Plan d’action (réunions, déplacement à l’intérieur du pays, primes et autres,...) sont calculés sur la base du strict minimum, c’est-à-dire, sur des taux en vigueur conformément aux textes réglementaires;

(iv) les coûts unitaires appliqués sont ceux en vigueur et qui sont couramment pratiqués.

Sur la base des principes ci-dessus indiqués, le Plan d’action budgétisé donne les proportions ci-après :

- 48.53% des ressources planifiées concernent les interventions alimentaires sensibles à la nutrition, c’est-à-dire les Composantes I et II, soit les objectifs relatifs à la mise en œuvre de la stratégie alimentaire de réduction de la malnutrition par les voies alimentaires et la

Promotion des technologies de transformation et de conservation des aliments au sein des ménages et à l'échelle nationale.

- 38.47% des ressources concernent le renforcement des acteurs au niveau intermédiaire et à la base.
- 13% des ressources concernent l'institutionnalisation de la nutrition au niveau central.

Il s'agit pour les trois derniers points, de l'objectif relatif à un meilleur positionnement de la nutrition et une meilleure coordination intersectorielle dans le secteur agricole.

Les tableaux III et IV ci-après donnent un aperçu des montants alloués par résultat, par objectif et par année, tandis que le tableau V donne les coûts estimatifs par activité, par résultat et par année.

| | | | | | | | | |
|--|---------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| R2.2 : La fortification à l'échelle nationale et communautaire est promue et suivie | 4.3 | 34.8 | 34.8 | 14.8 | 14.8 | 34.8 | 14.8 | 153.1 |
| R2.3 : Une unité de recherche appliquée accompagnée d'un laboratoire de nutrition est mis en place, équipée et fonctionnelle. | 784.0 | 172.2 | 89.2 | 86.2 | 86.2 | 131.2 | 91.2 | 1440.2 |
| Composante 3 : Renforcement de la nutrition dans le secteur agricole | | | | | | | | |
| R3.1 : Les ressources nécessaires (techniques, matérielles, financières, humaines) au bon fonctionnement du PSO sont disponibles. | 470.20 | 422.27 | 422.27 | 422.27 | 422.27 | 422.27 | 422.27 | 3003.82 |
| R3.2 : Les capacités des acteurs au niveau central, régional et local sont renforcées pour la planification, la mise en œuvre, du suivi-évaluation du PSO | 442.65 | 330.0 | 255.0 | 255.0 | 255.0 | 565.5 | 255.0 | 2358.15 |
| R3.3 : Le système de surveillance nutritionnelle, d'alerte précoce et d'action rapide par des indicateurs nutritionnels est renforcé. | 365.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 35.0 | 575.0 |
| Total | 1441.9 | 861.5 | 688.9 | 723.55 | 622.55 | 747.55 | 677.55 | 5763.5 |

Tableau IV: Montant des ressources allouées par objectif et par année

| OBJECTIFS | ANNEES | | | | | | | TOTAL |
|---|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| Composante 1 : La lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes | | | | | | | | |
| OS1 : Mettre en œuvre une stratégie alimentaire de réduction de la malnutrition par les voies alimentaires | 272.35 | 271.6 | 257.0 | 299.65 | 198.65 | 198.65 | 248.65 | 1746.55 |
| Composante 2 : La valorisation des produits alimentaires locaux | | | | | | | | |
| OS2 : Promouvoir les technologies de transformation et de conservation des aliments au sein des ménages et à l'échelle nationale | 803.3 | 345.8 | 262.8 | 239.8 | 239.8 | 304.8 | 244.8 | 2441.1 |
| Composante 3 : Renforcement de la nutrition dans le secteur agricole | | | | | | | | |
| OS3 : Mieux positionner la nutrition dans le secteur agricole (stratégies et capacité sectorielles de nutrition et pro-nutritionnelles renforcées) et une coordination intersectorielle et multi-acteurs accrue. | 1277.85 | 787.27 | 712.27 | 712.27 | 712.27 | 1022.77 | 712.27 | 5936.97 |
| Total | 2353.5 | 1404.67 | 1232.07 | 1251.72 | 1150.72 | 1526.22 | 1205.72 | 10124.62 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------------|---------------------------|-------|------|------|------|------|------|------|--------------|
| | A2.1.9 : Conseiller et suivre l'utilisation des technologies améliorées de transformation et de conservation des aliments au sein des ménages. | DANA | CARDER, GAN | | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 10.0 | 60.0 |
| R2.2 : La fortification à l'échelle nationale et communautaire est promue et suivie | A2.2.1 : Contribuer aux essais de valorisation des technologies endogènes de transformation des produits agro-alimentaires existantes. | DANA | FSA, INRAB, CARDER | | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 2.5 | 15.0 |
| | A2.2.2 : Former les techniciens de laboratoire sur les méthodes de dosage des micronutriments dans les aliments. | DANA | ABSSA, DICAF | | 20.0 | 20.0 | | | 20.0 | | 60.0 |
| | A2.2.3 : Former les transformateurs locaux sur les techniques de fortification des aliments locaux. | DANA | DICAF, CBFA | | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 18.0 |
| | A2.2.4 : Former les transformateurs sur l'utilisation des kits de contrôle de sel et du matériel de fortification. | DANA | DICAF, CBFA | | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 30.0 |
| | A2.2.5 : Recenser les sources recommandables d'approvisionnement en prémix de qualité et les mettre à disposition des producteurs de sel et autres transformateurs. | DANA | CBFA | 2,3 | 2,3 | 2,3 | 2,3 | 2,3 | 2,3 | 2,3 | 16.1 |
| | A2.2.6 : Recenser et encourager les entreprises informelles (producteurs de sel, unité artisanale de transformation des aliments infantiles) à se conformer à la réglementation en vigueur. | DANA | CARDER, CBFA | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 14.0 |
| R2.3 : Une unité de recherche appliquée accompagnée d'un laboratoire de nutrition est mis en place, équipée | A2.3.1 : Installer et équiper une unité de recherche opérationnelle en technologie alimentaire. | DANA | DPP/SPP, DRFM | 175.0 | 75.0 | | | | | | 250.0 |
| | A2.3.2 : Construire et équiper le laboratoire de nutrition. | DANA | DPP/SPP, DRFM | 523.0 | | | | | | | 523.0 |
| | A2.3.3 : Répertorier les résultats de recherches fondamentales en technologie alimentaire. | DANA | FSA, INRAB/PTAA IITA | 3.0 | 3.0 | 3.0 | | | | | 9.0 |
| | A2.3.4 : Hiérarchiser les résultats de recherches par priorité | DANA | - | 1.0 | 1.0 | 1.0 | | | | | 3.0 |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|----------------|
| R3.1 : Les ressources nécessaires (techniques, matérielles, financières, humaines) au bon fonctionnement du PSO sont disponibles. | A3.1.1 : Inscrire une ligne budgétaire pour la mise en œuvre du PSO/DANA dans le budget programme du MAEP. | DANA | DPP/SPP | x | x | x | x | x | x | x | PM |
| | A3.1.2 : Mobiliser des fonds auprès des PTFs. | DANA | CAN DPP/SPP, DRFM | x | x | x | x | x | x | x | PM |
| | A3.1.3 : Doter les structures déconcentrées de ressources nécessaires (matérielle, financière) suffisantes pour leur fonctionnement. (6CSASAN ; 77 TSANA ; 1326CANA)(1500x6 ; 500x77 ; 25.000x(6+77+1326)) | DANA | DRFM | 470.20 | 422.27 | 422.27 | 422.27 | 422.27 | 422.27 | 422.27 | 3003.82 |
| R3.2 : Les capacités des acteurs au niveau central, régional et local sont renforcées pour la planification, la mise en œuvre, le suivi-évaluation du PSO. | A3.2.1 : Actualiser l'arrêté portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de la DANA. | DANA | SGM | x | | | | | | | PM |
| | A3.2.2 : Pourvoir en personnel, la DANA, les postes de C/SASAN, TSANA et CANA au niveau des CARDER. | DANA | SGM, DRH | x | | | | | | | PM |
| | A3.2.3 : Renforcer les capacités des agents déconcentrés et les points focaux nutrition des Mairies sur les notions de base en nutrition humaine.(77x2+1326+6)x25.000x4trim) | DANA | DICAF, SP/CAN | | 148.6 | 148.6 | 148.6 | 148.6 | 148.6 | 148.6 | 891.6 |
| | A3.2.4 : Renforcer les capacités de la DANA en moyens roulants (4 véhicules 4x4, 20 motos)(45.0x4+0.9x20) | DANA | DRFM | 198.0 | | | | | 198.0 | | 396.0 |
| | A3.2.5 : Renforcer les capacités de la DANA en équipements informatiques (10 packs informatiques, 15 portatifs) renouvelable une fois (1000x10+500x15) | DANA | DRFM | 17.5 | | | | | 17.5 | | 35.0 |
| | A3.2.6 : Renforcer les capacités de la DANA en mobiliers (20.000.000x10) | DANA | DRFM | 20.0 | | | | | 20.0 | | 40.0 |
| | A3.2.7 : Elaborer un plan de formation des agents déconcentrés et du personnel de la DANA sur la mise en œuvre et le suivi évaluation du PSO. | DANA | SP/CAN, DICAF, DRH | 0.75 | | | | | | | 0.75 |

VIII- MECANISME DE GESTION ET DE SUIVI-EVALUATION

8.1. Mécanisme de gestion et de suivi-évaluation

Le caractère transversal des activités du Plan Stratégique Opérationnel d'Alimentation et de Nutrition lui confère une dimension pluridisciplinaire et multisectorielle qui nécessite la mise en place d'une structure de coordination devant assurer la responsabilité globale de sa gestion et de son exécution. Le mécanisme de gestion de ce plan respectera le cadre institutionnel de mise en œuvre du PSDAN qui est arrimé au PSRSA.

Le Secrétariat Permanent du Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (qui est le bras opérationnel du CAN) et ses démembrements sont les instances du système de suivi-évaluation dans le secteur de la nutrition en collaboration avec les ministères sectoriels. Les schémas de ce système de suivi-évaluation se présente comme ci-après :

SYSTEME SUIVI EVALUATION DU PMASN

La gestion quotidienne du PSO sera assurée par la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée. Elle développera des relations fonctionnelles avec le SP/CAN et ses démembrements, les ministères sectoriels, les structures du MAEP (telles que l'ONASA et la DPP, les CARDER) les ONG et les collectivités locales.

La DANA, appliquera les mécanismes de planification et de suivi-évaluation du secteur alimentaire et nutritionnel en vigueur au Bénin.

A cet effet, les données de nutrition seront remontées par les CANA via TSANA à travers les rapports mensuels aux C/SASAN qui en feront la synthèse qui serviront de base pour les données désagrégées par commune.

1. des réunions trimestrielles à l'issue desquelles, un rapport est présenté, sur les progrès réalisés conformément aux prévisions avec un accent sur les écarts et leurs causes. Les niveaux de dépenses par rapport au budget seront évalués. Une programmation sur le trimestre suivant est également présentée ;

2. un rapport semestriel sur le progrès physique et le niveau de l'exécution financière sera rédigé sur la base des rapports trimestriels avec les propositions pour une éventuelle adaptation du plan de travail annuel suivant ;

3. un rapport annuel assorti d'un rapport financier sera rédigé pour approbation par la DPP en vue de soumission au MAEP, une ampliation sera adressée au SP/CAN. Il sera annexé à ce rapport annuel, le plan de travail pour l'année suivante comprenant éventuellement des adaptations du plan pluriannuel ;

4. une évaluation à mi-parcours sera effectuée et permettra de mesurer les progrès réalisés et de proposer en cas de besoin, les réaménagements nécessaires pour la poursuite de la mise en œuvre des plans de travail annuels suivants.

5. une évaluation finale sera faite pour apprécier les progrès réalisés et dont les résultats serviront, entre autres, de documents de base pour une nouvelle planification pluriannuelle.

6. des rencontres techniques périodiques seront organisées avec le CAN en tenant compte de son agenda de réunions.

8.2. Mécanisme de mobilisation des ressources

Le financement du PSO/DANA sera assuré à travers le Budget-Programme du MAEP. Les ressources financières seront mobilisées à travers le mécanisme du financement du Programme d'Investissement Agricole et du Projet Multisectoriel d'Alimentation de Santé et de Nutrition. Toutefois, en cas de besoin, des ressources additionnelles et complémentaires peuvent être mobilisées auprès des partenaires techniques qui appuient le secteur de l'Alimentation et de la nutrition au Bénin.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **MAEP** (2012), Plan d'action genre du secteur agricole : 2012-2015
2. **MAEP** (2011), Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole, Octobre 2011;
3. **MAEP** (2010), Plan d'action de mise en oeuvre du PSRSA, Août 2010;
4. **Core group nutrition** (juillet 2009), Plan Stratégique de l'Alimentation et de la Nutrition (PSDAN) ;
5. Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) ;
6. **CAN** (mars 2012), Manuel de fonctionnement du CAN ;
7. **CAN** (), Guide opérationnel de mise en œuvre du PSDAN,
8. **CNAN** (), Plan d'Action National de Lutte contre les Carences en Micronutriments,
9. **CNAN** (janvier 1995), Plan d'Actions National pour l'Alimentation et la Nutrition (PANAN),
10. **MAEP** (mars 2013), Document d'opérationnalisation des CARDER etc.

ANNEXES

ANNEXE 1

LISTE DES MEMBRES DU COMITE D'ELABORATION DU PREMIER DRAFT DU PSO

Supervision :

Mr Yombo MALETE, DANA

Comité :

Président : Antonin OLIYIDE, C/SPAN/DANA

Secrétaire : Louis KOUDROHEDE, C/SSE/DANA

Membres :

- **Mr Ignace ZINSOU, C/SQALA**
- **Mme Marie-Claude AKPAMOLI ADISSIN, C/SFEND**
- **Mme Régine A. LEGBAGAH ABADA, Chef Division Formation**
- **Mme Moulikatou TOUKOUROU, Chef Division labo microbiologie**
- **Mr Bertin POTA, Chef Division Inspection**
- **Mr Robert Z. METOHOUE, Responsable UBETA**

ANNEXE 2

LISTE DES PARTICIPANTS A LA PREMIERE VALIDATION INTERNE

Mr Yombo MALETE, DANA

Mr Antonin OLIYIDE, C/SPAN/DANA

Mr Louis KOUDROHEDE, C/SSE/DANA

Mr Ignace ZINSOU , C/SQALA

Mme Marie-Claude AKPAMOLI ADISSIN, C/SFEND

Mme Régine A. LEGBAGAH ABADA, Chef Division Formation

Mme Moulikatou TOUKOUROU, Chef Division labo microbiologie

Mr Bertin POTA, Chef Division Inspection

Mr Robert Z. METOHOUE, Responsable UBETA

Mme Chakiratou SALOU, Chef Division matériels de laboratoire

Mr Alexis TOSSOUGBO, Collaborateur Chef Division labo microbiologie

Mr Jacques HOUGBENOU, Chef Division labo Biochimie

Mr Alex NOUTAÏ, C/SAF/DANA

Mr Bertin HOUNKPONOU, Collaborateur Chef Division Inspection

Mme Moudjibatou BOURAÏMA, Chef Division CREN

Mme Françoise MENOUE, Chef /Secrétariat / DANA

Mr Yacine DEEN, Collaborateur C/SPAN

ANNEXE 3

LISTE DES MEMBRES DU COMITE D'ELABORATION DU DEUXIEME DRAFT DU PSO

Supervision :

- **Mr Olivier VIGAN, SG/MAEP**
- **Mr Assogba HODONOU, DPP/MAEP**
- **Mr Richard HOUSSOU, AIMAEP**
- **Mr TATA AIMAEP**
- **Mr Martin HOUNDONUGBO, C/SPP**
- **Mr Yombo MALETE ; DANA**

Comité :

- **Antonin OLIYIDE, C/SPAN/DANA**
- **Mme Régine A. LEGBAGAH ABADA, C/SSE/DANA**
- **Célestin TOGNON, Chef Division Inspection /DANA**

ANNEXE 4

LISTE DES PARTICIPANTS A LA DEUXIEME VALIDATION INTERNE

Mr Yombo MALETE, DANA

Mr Antonin OLIYIDE, C/SPAN/DANA

Mme Marie-Claude AKPAMOLI ADISSIN, C/SFEND

Mme Régine A. LEGBAGAH ABADA, Chef Division Formation

Mme Moulikatou TOUKOUROU, Chef Division labo microbiologie

Mr Robert Z. METOHOUE, Responsable UBETA

Mr Jacques HOUGBENOU, Chef Division labo Biochimie

Mr Bertin HOUNKPONOU, Collaborateur Chef Division Inspection

Mme Moudjibatou BOURAÏMA, Chef Division CREN

Mme Françoise MENOUE, Chef /Secrétariat / DANA

Mr Célestin TOGNON, Chef Division Inspection /DANA

Mr Codjo Sèvi BESSAN, Chef Division Activités horticoles et Agro-alimentaires

ANNEXE 5

LISTE DES PARTICIPANTS A LA VALIDATION DU DOCUMENT

ANNEXE 6

**LISTE DES MEMBRES DU COMITE AD'HOC CHARGE DE LA FINALISATION DU
DOCUMENT**